

Considérant que le budget de base pour 1998 a été approuvé lors de la troisième réunion de la Conférence des Parties pour un montant de 4 765 208 US \$ (décision III/24 point 1 et annexe A et son appendice);

Considérant que pour la Belgique la Convention prend effet à partir du 20 février 1997 et que la Belgique doit contribuer aux activités prévues en 1998 conformément au rapport trimestriel du secrétaire exécutif sur l'administration de la Convention sur la diversité biologique du 20 novembre 1998 (cf. Doc. UNEP/CBD/QU/3 Partie III B point 18, annexe II point 27/30 et annexe VII + note FUND 5080 du 10 août 1998);

Considérant la valeur intrinsèque de la diversité biologique et de la valeur de la diversité et de ses éléments constitutifs sur les plans environnemental, génétique, social, économique, scientifique, éducatif, culturel, récréatif et esthétique;

Considérant l'importance de la diversité biologique pour l'évolution et pour la préservation des systèmes qui entretiennent la biosphère;

Considérant que la diversité biologique doit être conservée et utilisée durablement au profit des générations présentes et futures;

Vu la circulaire du Premier Ministre et du Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget du 27 juin 1995, troisième alinéa;

Vu l'avis favorable de l'Inspection des Finances du 23 décembre 1998;

Sur la proposition de Notre Secrétaire d'Etat à l'Environnement,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Un montant en francs belges équivalant à 69 948 US \$ à imputer à charge du crédit inscrit à l'allocation de base 58.16.35.53 (Programme 26.58.1) du budget du Ministère des Affaires Sociales, de la Santé Publique et de l'Environnement pour l'année budgétaire 1998 est alloué au "Fonds d'affectation spéciale pour le budget de base de la Convention sur la diversité biologique" (Programme des Nations Unies pour l'Environnement) à titre de contribution belge pour 1998 (FUND 5080 BEL), et sera versé au compte suivant :

UNEP Trust Fund Account

N° 001-1-507001

International Agencies Banking

Chase Manhattan Bank

270 Park Avenue, 43 rd floor

New York, N.Y. 10017

Art. 2. Notre Secrétaire d'Etat à l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 décembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Secrétaire d'Etat à l'Environnement,
J. PEETERS

Overwegende dat het basisbudget voor 1998 op de derde vergadering van de Conferentie der Partijen goedgekeurd werd t.b.v. 4 765 208 US \$ (beslissing III/24 punt 1 met bijlage A en zijn appendix);

Overwegende dat het Verdrag voor België bindend is vanaf 20 februari 1997 en België dient tussen te komen in de geplande activiteiten 1998 in overeenstemming met het trimestriële rapport d.d. 20 november 1998 van de uitvoerende secretaris over het beheer van het verdrag inzake biologische diversiteit (cf. Doc. UNEP/CBD/QR/3 Deel III B punt 18, bijlage II punt 27/30 en bijlage VII + nota FUND 5080 van 10 augustus 1998);

Overwegende de intrinsieke waarde van de biologische diversiteit en van de waarde van de biologische diversiteit en de bestanddelen daarvan in ecologisch, genetisch, sociaal, economisch, wetenschappelijk, educatief, cultureel, recreatief, esthetisch opzicht;

Overwegende het belang van de biologische diversiteit voor de evolutie en het behoud van de systemen die de biosfeer in stand houden;

Overwegende dat de biologische diversiteit dient behouden en duurzaam gebruikt te worden ten behoeve van de huidige en toekomstige generaties;

Gelet op de omzendbrief van de Eerste Minister en de Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting van 27 juni 1995, derde alinea;

Gelet op het gunstig advies van de Inspectie van Financiën d.d. 23 december 1998;

Op de voordracht van Onze Staatssecretaris voor Leefmilieu,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Een bedrag ten belope van de omzetwaarde in Belgische munt van 69.948 US \$ aan te rekenen ten laste van het op basisallocatie 58.16.35.53 (Programma 26.58.1) van de begroting van het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgesondheid en Leefmilieu voor het begrotingsjaar 1998 uitgetrokken krediet, wordt aan het "Trustfonds voor het basisbudget van het Verdrag inzake biologische diversiteit" (Milieuprogramma van de Verenigde Naties) verleend als Belgische bijdrage voor 1998 (FUND 5080 BEL) en zal gestort worden op het volgende rekeningnummer :

UNEP Trust Fund Account

N° 001-1-507001

International Agencies Banking

Chase Manhattan Bank

270 Park Avenue, 43 rd floor

New York N.Y. 10017

Art. 2. Onze Staatssecretaris voor Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 23 december 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Staatssecretaris voor Leefmilieu,
J. PEETERS

F. 99 — 2921

[99/22814]

3 JUIN 1999. — Arrêté royal fixant le montant de la participation des institutions publiques de sécurité sociale dans les ressources de la Banque-carrefour de la sécurité sociale pour l'année 1999

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 108 de la Constitution;

Vu la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale, notamment l'article 35, 2^e;

Vu l'arrêté royal du 13 août 1990 fixant la date d'entrée en vigueur des dispositions de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale, notamment l'article 1^{er};

Vu l'avis du comité de gestion de la Banque-carrefour de la sécurité sociale, donné le 22 septembre 1998;

N. 99 — 2921

[99/22814]

3 JUNI 1999. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de bijdrage van de openbare instellingen van sociale zekerheid in de inkomsten van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid voor het jaar 1999

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 108 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid, inzonderheid op artikel 35, 2^e;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 augustus 1990 tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van de bepalingen van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid, gegeven op 22 september 1998;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il convient de fixer sans tarder le montant de la participation des institutions publiques de sécurité sociale dans la couverture des dépenses de la Banque-carrefour de la sécurité sociale en 1999, pour assurer à ce dernier organisme les ressources nécessaires à son fonctionnement et pour permettre aux institutions publiques de sécurité sociale d'établir en conséquence leurs prévisions budgétaires et de trésorerie;

Sur la proposition de Notre Ministre du Budget, de Notre Ministre des Pensions, de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail, de Notre Ministre des Petites et Moyennes Entreprises et de Notre Ministre de la Fonction publique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le montant de la participation des institutions publiques de sécurité sociale, visé à l'article 35, 2^o, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale, est, à titre provisionnel, fixé à 424 122 173 FB pour l'année 1999.

Ce montant sera augmenté ou diminué, en fonction du montant des dépenses réelles de la Banque-carrefour et du montant des autres ressources visées par ledit article 35 afférents aux périodes considérées, dont il devra finalement représenter la différence, selon les modalités fixée à l'article 4.

Art. 2. Le montant visé à l'article 1^{er} de la participation globale des institutions publiques de sécurité sociale, visées à l'article 2, alinéa 1^{er}, 2^o, a, de la loi du 15 janvier 1990 précitée, est payé selon la répartition suivante par les institutions visées ci-après, dont le budget des frais d'administration doit être augmenté à due concurrence :

1° l'Office national de sécurité sociale : 326 574 073 FB;

2° l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants 42 415 217 FB;

3° l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales : 50 894 661 FB;

4° l'Office de sécurité sociale d'outre-mer : 4 241 222 FB.

Les montants dus en vertu de l'alinéa 1^{er} sont versés par les institutions concernées à la Banque-carrefour de la sécurité sociale, par quarts trimestriels provisionnels.

Ces versements sont effectués au plus tard le 15 janvier, le 15 avril, le 15 juillet et le 15 octobre 1999.

Toutefois, la Banque-carrefour de la sécurité sociale peut, moyennant préavis d'un mois, demander à une ou à plusieurs des institutions visées à l'alinéa 1^{er} :

a) d'effectuer un versement anticipé d'un ou de plusieurs de ces quarts provisionnels, pour couvrir des dépenses particulières;

b) de ne pas effectuer le versement d'un quart provisionnel ou de n'en effectuer qu'un versement partiel, dont elle détermine le montant.

Art. 3. Dans la mesure où le montant visé à l'article 1^{er}, alinéa 1^o devient au cours de l'année budgétaire, inférieur au montant des dépenses de la Banque-carrefour de la sécurité sociale, compte tenu des autres ressources éventuelles, la participation de l'Office national de sécurité sociale est augmentée provisoirement à due concurrence, par décision de son comité de gestion, sur proposition du comité de gestion de la Banque-carrefour de la sécurité sociale.

Art. 4. La présentation des comptes annuels de la Banque-carrefour de la sécurité sociale à son comité de gestion doit s'accompagner d'un décompte de régularisation des montants visés aux articles 1^{er} à 3, qui doit être approuvé par ce comité de gestion.

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het bedrag van de bijdrage van de openbare instellingen van sociale zekerheid in de dekking van de uitgaven in 1999 van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid onverwijd moet vastgelegd worden, zodat laatstgenoemde instelling over de nodige geldmiddelen voor haar werking kan beschikken en zodat de openbare instellingen van sociale zekerheid hun begrotings- en thesaurievoorzichten dienovereenkomstig kunnen opmaken;

Op de voordracht van Onze Minister van Begroting, van Onze Minister van Pensioenen, van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid, van Onze Minister van Sociale Zaken, van Onze Minister van kleine en Middelgrote Ondernemingen en van Onze Minister van Ambtenarenzaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het bedrag van de bijdrage van de openbare instellingen van sociale zekerheid, bedoeld in artikel 35, 2^o, van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid wordt provisioneel vastgelegd op 424 122 173 frank voor het jaar 1999.

Dit bedrag zal vermeerderd of verminderd worden in functie van het bedrag van de reële uitgaven van de kruispuntbank en het bedrag van de overige inkomsten bedoeld in het hogervermeld artikel 35 m.b.t. de beschouwde periodes, waarvan het uiteindelijk het verschil zal dienen uit te maken, overeenkomstig de modaliteiten bepaald in artikel 4.

Art. 2. Het in artikel 1 bedoeld bedrag van de globale bijdrage van de in artikel 2, eerste lid, 2^o, a, van voormelde wet van 15 januari 1990 bedoelde openbare instellingen van sociale zekerheid wordt volgens de volgende verdeling uitbetaald door de hierna vermelde instellingen, waarvan de begroting voor administratiekosten dienovereenkomstig moet verhoogd worden :

1° de Rijksdienst voor sociale zekerheid : 326 574 073 frank;

2° het Rijksinstituut voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen : 42 412 217 frank;

3° de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten : 50 894 661 frank;

4° de Dienst voor overzeese sociale zekerheid : 4 241 222 frank.

De krachtens het eerste lid verschuldigde bedragen worden door de betrokken instellingen aan de Kruispuntbank van de sociale zekerheid per provisionele trimestriële vierden gestort.

Deze stortingen moeten uiterlijk 15 januari, 15 april, 15 juli en 15 oktober 1999 verricht worden.

De kruispuntbank van de sociale zekerheid kan echter, mits een voorafgaande kennisgeving van één maand, aan één of meerdere van de in het eerste lid bedoelde instellingen vragen om :

a) een vervroegde storting te verrichten van één of meerdere van deze provisionele vierden, ten einde bijzondere uitgaven te dekken;

b) de storting van een provisionele vierde niet te verrichten of alleen een gedeeltelijke storting ervan te verrichten, waarvan zij het bedrag bepaalt.

Art. 3. In de mate dat het in artikel 1, eerste lid bedoelde bedrag tijdens het begrotingsjaar kleiner wordt dan het bedrag van de uitgaven van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid, rekening gehouden met de andere mogelijke inkomsten, wordt de bijdrage van de Rijksdienst voor sociale zekerheid voorlopig dienovereenkomstig verhoogd, bij beslissing van zijn beheerscomité, op voorstel van het beheerscomité van de kruispuntbank van de sociale zekerheid.

Art. 4. De overlegging van de jaarlijkse rekeningen van de kruispuntbank van de sociale zekerheid aan haar beheerscomité moet gepaard gaan met een regulariseringsrekening van de in artikelen 1 tot 3 bedoelde bedragen, die door dit beheerscomité moet goedgekeurd worden.

Les différences ainsi constatées sont régularisées sur base des pourcentages respectifs que représentent les montants visés à l'article 2, alinéa 1^{er}, par rapport au montant visé à l'article 1^{er}, alinéa 1^{os}.

Le solde négatif à charge d'une institution visée à l'article 2, alinéa 1^{er}, est communiqué à celle-ci par la Banque-carrefour; le versement de régularisation est effectué au profit de cette dernière au plus tard dans les trente jours à dater de cette communication.

Le solde positif au profit d'une institution visée à l'article 2, alinéa 1^{er}, est communiqué à celle-ci par la Banque-carrefour; ce solde est alors déduit du plus prochain paiement à effectuer par cette institution en vertu de l'article 2 ou lui est à sa demande, remboursé, totalement ou partiellement, par la Banque-carrefour.

Art. 5. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1999.

Art. 6. Notre Ministre du Budget, Notre Ministre des pensions, Notre Ministre de l'Emploi et du Travail, Notre Ministre des Affaires sociales, Notre Ministre des Petites et Moyennes Entreprises et Notre Ministre de la Fonction publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 3 juin 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre du Budget,
H. VAN ROMPUY

Le Ministre des Pensions,
M. COLLA

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

La Ministre des Affaires sociales,
Mme M. DE GALAN

Le Ministre des Petites et Moyennes Entreprises,
K. PINXTEN

Le Ministre de la Fonction publique,
A. FLAHAUT

De aldus vastgesteld verschillen worden geregulariseerd op basis van de onderlinge percentages die de in artikel 2, eerste lid, bedoelde bedragen vertegenwoordigen t.o.v. het in artikel 1 eerste lid bedoeld bedrag.

Het negatieve saldo ten laste van een in artikel 2, eerst elid bedoelde instelling wordt haar door de Kruispuntbank medegedeeld; de regularisering wordt ten bate van laatstgenoemde gestort binnen de dertig dagen te rekenen vanaf deze mededeling.

Het positieve saldo ten gunste van een in artikel 2, eerste lid, bedoelde instelling wordt haar door de kruispuntbank medegedeeld; dit saldo wordt dan afgetrokken van de eerstkomende betaling door deze instelling te verrichten krachtens artikel 2 of wordt haar, op haar aanvraag, geheel of gedeeltelijk terugbetaald door de Kruispuntbank.

Art. 5. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1999.

Art. 6. Onze Minister van Begroting, Onze Minister van Pensioenen, Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid, Onze Minister van Sociale Zaken, Onze Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen en Onze Minister van Ambtenarenzaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te 3 juni 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Begroting,
H. VAN ROMPUY

De Minister van Pensioenen,
M. COLLA

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

De Minister vna Sociale Zaken,
Mevr. M. DE GALAN

De Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,
K. PINXTEN

De Minister van Ambtenarenzaken,
A. FLAHAUT

F. 99 — 2922

[C — 99/22788]

**16 JUIN 1999. — Arrêté royal
relatif à l'évaluation de la pratique médicale**

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice de l'art de guérir, de l'art infirmier, des professions paramédicales et aux commissions médicales, notamment l'article 35 undecies inséré par la Loi du 29 avril 1996 et remplacé par la Loi du 10 décembre 1997;

Vu la concertation du 7 septembre 1998 au "Comité de concertation", visé dans l'arrêté royal du 5 juin 1998 portant création d'un Comité de concertation entre le Ministre chargé de la Santé publique, le Ministre des Affaires sociales, les organisations professionnelles des médecins et les organismes assureurs;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 28 janvier 1997;

Vu la délibération en Conseil des Ministres du 11 septembre 1998 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

N. 99 — 2922

[C — 99/22788]

**16 JUNI 1999. — Koninklijk besluit
betreffende de evaluatie van de medische praktijkvoering**

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de geneeskunst, de verpleegkunde, de paramedische beroepen en de geneeskundige commissies, inzonderheid op artikel 35 undecies, ingevoegd bij de wet van 29 april 1996 en vervangen bij de wet van 10 december 1997;

Gelet op het overleg van 7 september 1998 in het "Overlegcomité", bedoeld in het koninklijk besluit van 5 juni 1998 houdende oprichting van een Overlegcomité tussen de Minister belast met Volksgezondheid, de Minister van Sociale Zaken, de beroepsvereniging van de artsen en de verzekeringinstellingen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 28 januari 1997;

Gelet op het besluit van de Ministerraad op 11 september 1998 over het verzoek om advies door de Raad van State binnen een termijn van één maand;